

CONVENTION
INSTITUTING
THE DEFINITIVE STATUTE OF THE
DANUBE.

Signed at Paris, July 23, 1921.

[*British Ratification deposited March 30, 1922.*]

Presented to Parliament by Command of His Majesty.



LONDON :
PRINTED & PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
To be purchased through any Bookseller or directly from H.M. STATIONERY OFFICE
at the following addresses : Imperial House, Kingsway, London, W.C.2, and
28 Abingdon Street, London, S.W.1; 37 Peter Street, Manchester;
1 St. Andrew's Crescent, Cardiff; or
23 Forth Street, Edinburgh.

1922

Price 6d. net.

Cmd. 1754.

Convention établissant le Statut définitif du Danube.

LA Belgique, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie,
la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, et la
Tchéco-Slovaque,

Voulant déterminer d'un commun accord, conformément aux
stipulations des Traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly
et de Trianon, les règles générales suivant lesquelles sera assurée d'une
manière définitive la libre navigation du Danube international,

Ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné
pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Jules Brunet, Ministre Plénipotentiaire ;

Le Président de la République française :

M. Albert Legrand, Ministre Plénipotentiaire, Délégué aux
Commissions européenne et internationale du Danube ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers,
Empereur des Indes :

M. John Grey Baldwin, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à
la Commission européenne du Danube ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

M. André Andréadès, Professeur à la Faculté de droit de
l'Université d'Athènes ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le Comte Vannutelli Rey, Conseiller de Légation ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Constantin Contzesco, Ministre Plénipotentiaire, Délégué
aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates, Slovènes :

M. Mihaïlo G. Ristitch, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à
la Commission internationale du Danube ;

Le Président de la République Tchéco-Slovaque :

M. Bohuslav Müller, Secrétaire d'Etat au Ministère des
Travaux Publics, Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la
Commission internationale du Danube ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne
et due forme, ont, en présence et avec la participation des Plénipo-
tentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Bulgarie et de la
Hongrie, dûment autorisés, savoir :

Pour l'Allemagne :

M. le Dr. Arthur Seeliger, Ministre Plénipotentiaire, Délégué
à la Commission internationale du Danube ;

(Translation.)

Convention instituting the Definite Statute of the Danube.

BELGIUM, France, Great Britain, Greece, Italy, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and Czechoslovakia,

Being desirous of determining jointly, in accordance with the stipulations of the Treaties of Versailles, Saint-Germain, Neuilly and Trianon, the general regulations by which the unrestricted navigation of the Danube shall be definitely assured.

Have resolved to conclude a Convention, and, for that purpose, have appointed as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the Belgians :

M. Jules Brunet, Minister Plenipotentiary ;

The President of the French Republic :

M. Albert Legrand, Minister Plenipotentiary, Delegate to the European and International Commissions of the Danube ;

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Mr. John Grey Baldwin, Minister Plenipotentiary, Delegate to the European Commission of the Danube ;

His Majesty the King of the Hellenes :

M. André Andréadès, Professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes ;

His Majesty the King of Italy :

Le Comte Vannutelli Rey, Counsellor of Legation ;

His Majesty the King of Roumania :

M. Constantin Contzesco, Minister Plenipotentiary, Delegate to the European and International Commissions of the Danube ;

His Majesty the King of the Serbs, Croats, Slovenes :

M. Mihaïlo G. Ristitch, Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Commission of the Danube ;

The President of the Republic of Czechoslovakia :

M. Bohuslav Müller, Secretary of State in the Ministry of Public Works, Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Commission of the Danube ;

who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have, in the presence and with the participation of the duly authorised Plenipotentiaries of Germany, Austria, Bulgaria and Hungary, that is to say :—

For Germany :

Dr. Arthur Seeliger, Minister Plenipotentiary, Delegate to the International Commission of the Danube ;

Pour l'Autriche :

M. le Dr. Victor Ondracek, Chef de section au Ministère fédéral des Communications publiques ;

Pour la Bulgarie :

M. Georges Lazaroff, Directeur général au Ministère des Chemins de fer et des Ports, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

Pour la Hongrie :

S. Exc. Edmond de Miklos de Miklosvar, Conseiller intime, Secrétaire d'État, Délégué à la Commission internationale du Danube ;

arrêté les stipulations suivantes :

I.—Régime général du Danube.

ARTICLE 1^{er}.

La navigation du Danube est libre et ouverte à tous les pavillons dans des conditions d'égalité complète sur tout le cours navigable du fleuve, c'est-à-dire entre Ulm et la mer Noire, et sur tout le réseau fluvial internationalisé ainsi qu'il est déterminé à l'article suivant, de telle sorte qu'aucune distinction ne soit faite, au détriment des ressortissants, des biens et du pavillon d'une Puissance quelconque, entre ceux-ci et les ressortissants, les biens et le pavillon de l'État riverain lui-même ou de l'État dont les ressortissants, les biens et le pavillon jouissent du traitement le plus favorable.

Ces dispositions doivent s'entendre sous réserve des stipulations contenues dans les articles 22 et 43 de la présente Convention.

ARTICLE 2.

Le réseau fluvial internationalisé mentionné à l'article précédent est composé de :

La Morava et la Thaya dans la partie de leur cours constituant la frontière entre l'Autriche et la Tchéco-Slovaquie ;

La Drave depuis Barcs ;

La Tisza depuis l'embouchure du Szamos ;

Le Maros depuis Arad ;

Les canaux latéraux ou chenaux qui seraient établis, soit pour doubler ou améliorer des sections naturellement navigables dudit réseau, soit pour réunir deux sections naturellement navigables d'un de ces mêmes cours d'eau.

ARTICLE 3.

La liberté de la navigation et l'égalité entre les pavillons sont assurées par deux Commissions distinctes, à savoir la Commission européenne du Danube, dont la compétence, telle qu'elle est déterminée au Chapitre II, s'étend sur la partie du fleuve dite Danube maritime, et la Commission internationale du Danube, dont

For Austria :

Dr. Victor Ondraczek, Chef de section au Ministère fédéral des Communications publiques ;

For Bulgaria :

M. Georges Lazaroff, Director-General, Ministry of Railways and Ports, Delegate to the International Commission of the Danube ;

For Hungary :

His Excellency Edmond de Miklos de Miklosvar, Privy Councillor, Secretary of State, Delegate to the International Commission of the Danube ;

agreed upon the following provisions :—

I.—General Provisions.

ARTICLE 1.

Navigation on the Danube is unrestricted and open to all flags on a footing of complete equality over the whole navigable course of the river, that is to say, between Ulm and the Black Sea, and over all the internationalised river system as defined in the succeeding article, so that no distinction is made, to the detriment of the subjects, goods and flag of any Power, between them and the subjects, goods and flag of the riparian State itself or of the State of which the subjects, goods and flag enjoy the most favoured treatment.

These provisions shall be read with the reservations contained in articles 22 and 43 of the present Convention.

ARTICLE 2.

The internationalised river system referred to in the preceding article consists of :

The Morava and the Thaya where, in their courses, they form the frontier between Austria and Czechoslovakia ;

The Drave from Barcs ;

The Tisza from the mouth of the Szamos ;

The Maros from Arad ;

Any lateral canals or waterways which may be constructed, whether to duplicate or improve naturally navigable portions of the river system, or to connect two naturally navigable portions of one of these waterways.

ARTICLE 3.

Freedom of navigation and the equal treatment of all flags are assured by two separate Commissions, that is to say, the European Commission of the Danube, of which the administrative sphere, as defined in Chapter II, extends over that part of the river known as the maritime Danube, and the International Commission of the

la compétence, telle qu'elle est déterminée au Chapitre III, s'étend sur le Danube fluvial navigable, ainsi que sur les voies d'eau déclarées internationales par l'article 2.

II.—*Danube maritime.*

ARTICLE 4.

La Commission européenne du Danube est composée provisoirement des Représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Roumanie, à raison d'un Délégué par Puissance.

Toutefois, tout État européen qui justifiera à l'avenir d'intérêts commerciaux maritimes et européens suffisants aux embouchures du Danube pourra, sur sa demande, être admis à se faire représenter dans la Commission sur une décision unanime prise par les Gouvernements qui y sont eux-mêmes représentés.

ARTICLE 5.

La Commission européenne exerce les pouvoirs qu'elle avait avant la guerre.

Il n'est rien changé aux droits, attributions et immunités qu'elle tient des Traités, Conventions, Actes et Arrangements internationaux relatifs au Danube et à ses embouchures.

ARTICLE 6.

La compétence de la Commission européenne s'étend, dans les mêmes conditions que par le passé et sans aucune modification à ses limites actuelles, sur la Danube maritime, c'est-à-dire depuis les embouchures du fleuve jusqu'au point où commence la compétence de la Commission internationale.

ARTICLE 7.

Les pouvoirs de la Commission européenne ne pourront prendre fin que par l'effet d'un arrangement international conclu par tous les États représentés à la Commission.

Le siège légal de la Commission demeure fixé à Galatz.

III.—*Danube fluvial.*

ARTICLE 8.

La Commission internationale du Danube est composée, conformément aux articles 347 du Traité de Versailles, 302 du Traité de Saint-Germain, 230 du Traité de Neuilly et 286 du Traité de Trianon, par deux Représentants des États allemands riverains, un Représentant de chacun des autres États riverains et un Représentant de chacun des États non-riverains représentés à la Commission européenne du Danube ou qui pourraient l'être à l'avenir.

Danube, of which the administrative sphere, as defined in Chapter III, extends over the navigable fluvial Danube as well as over those waterways which are declared by article 2 to be international.

II.—*Maritime Danube.*

ARTICLE 4.

The European Commission of the Danube is composed provisionally of one representative each of France, Great Britain, Italy and Roumania.

Nevertheless, any European State which, in future, is able to prove its possession of sufficient maritime commercial and European interests at the mouths of the Danube may, at its request, be accorded representation on the Commission by a unanimous decision of the Governments already represented.

ARTICLE 5.

The European Commission retains the powers which it possessed before the war.

No alteration is made in the rights, prerogatives and privileges which it possesses in virtue of the Treaties, Conventions, International Acts and Agreements relative to the Danube and its mouths.

ARTICLE 6.

The authority of the European Commission extends, under the same conditions as before, and without any modification of its existing limits, over the maritime Danube, that is to say, from the mouths of the river to the point where the authority of the International Commission commences.

ARTICLE 7.

The powers of the European Commission can only come to an end as the result of an international agreement concluded by all the States represented on the Commission.

The statutory seat of the Commission shall continue to be at Galatz.

III.—*Fluvial Danube.*

ARTICLE 8.

The International Commission is composed, in accordance with articles 347 of the Treaty of Versailles, 302 of the Treaty of Saint-Germain, 280 of the Treaty of Neuilly, and 286 of the Treaty of Trianon, of two representatives of the German-riparian States, one representative of each of the other riparian States and one representative of each of the non-riparian States which are, or which may be in future, represented on the European Commission of the Danube.

ARTICLE 9.

La compétence de la Commission internationale s'étend sur la partie du Danube comprise entre Ulm et Braila et sur le réseau fluvial déclaré international en vertu de l'article 2.

Aucune voie d'eau, autre que celles qui sont mentionnées à l'article 2 ne pourra être placée sous la compétence de la Commission internationale sans le consentement unanime de ladite Commission.

ARTICLE 10.

Sur la partie du Danube et sur le réseau fluvial placés sous sa compétence, et dans la limite des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, la Commission internationale veille à ce qu'aucun obstacle quelconque ne soit mis, du fait d'un ou de plusieurs États, à la libre navigation du fleuve, à ce que, tant pour le passage que pour l'usage des ports, de leurs installations et de leur outillage, les ressortissants, les biens et les pavillons de toutes les Puissances soient traités sur le pied d'une complète égalité et, d'une manière générale, à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au caractère international que les Traités ont assigné au réseau internationalisé du Danube.

ARTICLE 11.

Sur la base des propositions et des projets qui lui sont présentés par les États riverains, la Commission internationale établit le programme général des grands travaux d'amélioration qui doivent être entrepris dans l'intérêt de la navigabilité du réseau fluvial international et dont l'exécution peut être échelonnée sur une période de plusieurs années.

Le programme annuel des travaux courants d'entretien et d'amélioration du réseau fluvial est élaboré par chaque État riverain, pour ce qui concerne son domaine territorial, et communiqué à la Commission, qui appréciera si ce programme est conforme aux exigences de la navigation; elle pourra le modifier si elle le juge utile.

Dans toutes ses décisions, la Commission tiendra compte des intérêts techniques, économiques et financiers des États riverains.

ARTICLE 12.

Les travaux compris dans ces deux programmes seront exécutés par les États riverains dans les limites de leurs frontières respectives. La Commission s'assurera de l'exécution de travaux et de leur conformité avec le programme où ils sont prévus.

Dans le cas où un État riverain ne serait pas en mesure d'entreprendre lui-même les travaux qui sont de sa compétence territoriale, cet État sera tenu de les laisser exécuter par la Commission internationale elle-même dans les conditions qu'elle déterminera et sans qu'elle puisse en confier l'exécution à un autre État, sauf en ce qui concerne les parties du réseau fluvial formant

ARTICLE 9.

The authority of the International Commission extends over the Danube between Ulm and Braila and over the river system defined as international in article 2.

No waterway, other than those enumerated in article 2, shall be placed under the authority of the International Commission without the unanimous consent of the said Commission.

ARTICLE 10.

On the portion of the Danube and river system placed under its authority, and within the limits of the powers derived from this Convention, the International Commission is responsible that no obstacle of any description due to the action of one or more States is placed on the unrestricted navigation of the river; that in respect of access to and the use of ports and their equipment, the subjects, goods and flags of all Powers are treated on a footing of complete equality and, generally, that the international character which has been assigned by the Treaties to the river system of the Danube suffers no prejudice.

ARTICLE 11.

On the basis of proposals and plans submitted by the riparian States, the International Commission draws up the general programme of important works of improvement which should be carried out in the interests of the navigability of the international river system and of which the execution may be spread over a period of several years.

The annual programme of current works of maintenance and improvement of the waterway is drawn up by each riparian State in respect of its own territory and communicated to the Commission, which decides whether this programme is in conformity with the requirements of navigation; if necessary, the Commission may modify the programme.

The Commission, in all its decisions, shall take account of the technical, economic and financial interests of the riparian States.

ARTICLE 12.

The works included in these two programmes shall be undertaken by the riparian States, each within the limits of its own frontiers. The Commission will satisfy itself that the works are carried out and that they are in conformity with the relevant programme.

In case a riparian State is unable itself to undertake the works which relate to its own territory, it is obliged to allow the International Commission to carry them out under conditions determined by the Commission. The Commission may not, however, entrust the execution of works to another State unless the section in question of the waterway is a frontier, in which case the Commission shall

frontière. Dans ce dernier cas, la Commission déterminera les modalités de l'exécution des travaux en tenant compte des stipulations spéciales des Traités.

Les États riverains intéressés sont tenus de fournir à la Commission ou à l'État exécutant, suivant les cas, toutes les facilités nécessaires à l'exécution desdits travaux.

ARTICLE 13.

Les États riverains auront le droit d'entreprendre, dans les limites de leurs frontières respectives, sans l'approbation préalable de la Commission internationale, les travaux qui pourraient être nécessités par une circonstance imprévue et urgente. Ils devront toutefois aviser sans délai la Commission des raisons qui ont motivé ces travaux, en lui en fournissant une description sommaire.

ARTICLE 14.

Les États riverains feront parvenir à la Commission internationale une description sommaire de tous travaux qu'ils considèrent comme nécessaires à leur développement économique, notamment les travaux de défense contre les inondations, ceux qui concernent les irrigations et l'utilisation des forces hydrauliques, et qui seraient à exécuter sur la voie d'eau comprise dans les limites de leurs frontières respectives.

La Commission ne peut interdire de tels travaux qu'en tant qu'ils seraient de nature à porter atteinte à la navigabilité du fleuve.

Si, dans le délai de deux mois à dater de la communication, la Commission n'a formulé aucune observation, il pourra être procédé sans autres formalités à l'exécution desdits travaux. Dans le cas contraire, la Commission devra prendre une décision définitive dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans les quatre mois qui suivront l'expiration du premier délai.

ARTICLE 15.

Les frais des travaux courants d'entretien sont à la charge des États riverains respectifs.

Toutefois, lorsque l'État exécutant sera en mesure d'établir que les dépenses qui lui incombent du chef de l'entretien du chenal navigable dépassent notablement ce qu'exigeraient les besoins de son propre trafic, il pourra demander à la Commission de répartir équitablement ces dépenses entre lui et les États riverains directement intéressés à l'exécution desdits travaux. La Commission, dans ce cas, fixera elle-même la part contributive de chaque État et en assurera le règlement.

Si la Commission entreprend elle-même des travaux d'entretien dans les limites des frontières d'un État, elle recevra de cet État le montant de la dépense qui lui incombe.

decide, having regard to the special provisions of the treaties, the manner in which the works shall be carried out.

The riparian States concerned are obliged to afford the Commission or the executive State, as the case may be, all necessary facilities for carrying out the said works.

ARTICLE 13.

The riparian States will have the right to carry out within the limits of their own frontiers, and without the previous consent of the Commission, any works which may be necessitated by unforeseen and urgent circumstances. They must, however, without delay apprise the Commission of the reasons which have necessitated the works, of which a summary description must be furnished.

ARTICLE 14.

The riparian States shall supply the International Commission with a summary description of all works to be carried out on the portion of the waterway situated within their own frontiers which they consider necessary for their economic development, especially works designed to prevent inundation and those undertaken for purposes connected with irrigation and the utilisation of hydraulic power.

The Commission may not forbid the construction of such works except in so far as they may be detrimental to navigation.

If, within a period of two months from the date of the communication, the Commission has made no observation, the execution of the works in question may be proceeded with without further formality. Should the contrary be the case, the Commission shall take a definite decision in as short a time as possible and, at latest, within four months after the expiration of the first period.

ARTICLE 15.

The costs of current works of maintenance are borne by the riparian States concerned.

Nevertheless, in the event of a State being able to prove that the expenditure involved for the maintenance of the navigable channel substantially exceeds what would be required in the interests of its own traffic, it may request the Commission to distribute the expenditure equitably between it and the riparian States directly interested in the execution of the works in question. The Commission, in that event, will determine the amount to be contributed by each State and will ensure the settlement of the accounts.

In the event of the Commission itself undertaking works of maintenance within the frontiers of a State, it will receive from that State its contributory share of the expenditure.

ARTICLE 16.

Quant aux travaux d'amélioration proprement dits et aux travaux s'appliquant à l'entretien des travaux d'amélioration d'une importance particulière, l'État qui les entreprendra pourra être autorisé par la Commission à se couvrir de leurs frais par la perception de taxes sur la navigation.

Si la Commission exécute elle-même des travaux de cette catégorie, elle pourra se couvrir de ses dépenses par la perception de taxes.

ARTICLE 17.

En ce qui concerne les parties du Danube formant frontière, l'exécution des travaux et la répartition des dépenses seront réglées par entente entre les États riverains respectifs. A défaut d'entente, la Commission déterminera elle-même, en tenant compte des stipulations des traités, les conditions de l'exécution desdits travaux et éventuellement la répartition des dépenses occasionnées par leur exécution.

ARTICLE 18.

Les taxes, lorsqu'il en sera perçu sur la navigation, seront d'un taux modéré. Elles seront calculées sur la jauge du bateau et ne pourront en aucun cas être basées sur les marchandises transportées. A l'expiration d'une période de cinq ans, ce système d'assiette des taxes pourra être révisé si la Commission en décide ainsi à l'unanimité de ses membres.

Le produit des taxes sera exclusivement affecté aux travaux qui ont donné naissance à leur établissement. La Commission internationale en déterminera et en publiera les tarifs; elle en contrôlera la perception et l'affectation.

Ces taxes ne devront jamais constituer un traitement différentiel basé soit sur le pavillon des bateaux ou la nationalité des personnes et des biens, soit sur la provenance, la destination ou la direction des transports; elles ne devront en aucun cas procurer un revenu à l'État percepteur ou à la Commission, ni rendre nécessaire un examen détaillé de la cargaison, à moins qu'il y ait soupçon de fraude ou de contravention.

Au cas où la Commission internationale prendrait à sa charge l'exécution des travaux, elle percevra, par l'entremise de l'État riverain intéressé, le montant des taxes correspondant à ses dépenses.

ARTICLE 19.

Les droits de douane et d'octroi et autres taxes établies par les États riverains sur les marchandises à l'occasion de leur embarquement ou de leur débarquement dans les ports ou sur les rives du Danube seront perçus sans distinction de pavillon et de manière à n'apporter aucune entrave à la navigation.

ARTICLE 16.

With regard to works of improvement properly so called and to works in respect of the maintenance of works of improvement of special importance, the State which carries them out may be authorised by the Commission to cover their cost by the imposition of navigation dues.

If the Commission itself undertakes works of this description, it may cover its expenditure by the imposition of dues.

ARTICLE 17.

On those portions of the Danube which form the frontiers between two or more States, the execution of the necessary works and the apportionment of the expenditure involved shall be determined by agreement between the States concerned. Failing an agreement, the Commission, with due regard for the provisions of the treaties, shall itself determine the conditions under which the works shall be carried out and, eventually, the apportionment of the expenditure incurred in their execution.

ARTICLE 18.

Dues, when levied on navigation, shall be moderate in amount. They shall be assessed on the ship's tonnage and may in no case be based on the goods transported. This system of assessment may be revised by a unanimous decision of the Commission at the expiration of a period of five years.

Revenue derived from navigation dues shall be exclusively applied to the works for which they were imposed. The International Commission shall fix and publish the tariffs and shall control the collection and the application of the dues.

The incidence of navigation dues may in no case involve differential treatment in respect of the flag of the vessels or the nationality of persons and goods or in respect of ports of departure or destination or control of the vessels; the dues may in no case provide revenue for either the collecting State or for the Commission, nor, unless there exists a suspicion of fraud or transgression, may their collection render necessary a detailed examination of the cargo.

In cases where the International Commission itself undertakes the execution of works, it will collect the dues necessary to cover its expenditure through the riparian State concerned.

ARTICLE 19.

Customs duties, tolls and other taxes imposed by riparian States on goods loaded or discharged in ports or on the banks of the Danube shall be levied without distinction of flag and in such a manner as to cause no hindrance to navigation.

Les droits de douane ne pourront être supérieurs à ceux qui sont perçus aux autres frontières douanières de l'État intéressé sur les marchandises de même nature, de même provenance et de même destination.

ARTICLE 20.

Les ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement établis sur le réseau fluvial international, avec leur outillage et leurs installations, seront accessibles à la navigation et utilisés par elle sans distinction de pavillon, de provenance et de destination et sans qu'une priorité de faveur puisse être accordée par les autorités locales compétentes à un bateau au détriment d'un autre, sauf dans des cas exceptionnels où il serait manifeste que les nécessités du moment et les intérêts du pays réclament une dérogation. La priorité, dans ces cas, devra être concédée de manière à ne pas constituer une entrave réelle au libre exercice de la navigation, ni une atteinte au principe de l'égalité des pavillons.

Les mêmes autorités veilleront à ce que toutes les opérations nécessaires au trafic, telles que l'embarquement, le débarquement, l'allègement, l'emmagasinage, le transbordement, &c., soient exécutées dans des conditions aussi faciles et aussi rapides que possible et de manière à n'apporter aucune entrave à la navigation.

L'utilisation des ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement peut donner lieu à la perception de taxes et redevances raisonnables et égales pour tous les pavillons, correspondant aux dépenses d'établissement, d'entretien et d'exploitation des ports et de leurs installations. Les tarifs en seront publiés et portés à la connaissance des navigateurs. Ils ne seront applicables qu'en cas d'utilisation effective des installations et outillage en vue desquels ils ont été fixés.

Les États riverains ne feront pas obstacle à ce que toutes les entreprises de navigation entretiennent sur leur territoire les agences indispensables à l'exercice de leur trafic sous réserve de l'observation des lois et règlements du pays.

ARTICLE 21.

Dans le cas où les États riverains auraient décidé de créer des ports francs ou des zones franches dans les ports où le transbordement est nécessairement ou généralement pratiqué, les règlements relatifs à l'usage desdits ports ou zones seront communiqués à la Commission internationale.

ARTICLE 22.

Le transport de marchandises et de voyageurs entre les ports des différents États riverains ainsi qu'entre les ports d'un même État est libre et ouvert à tous les pavillons, dans des conditions d'égalité complète, sur le réseau internationalisé du Danube.

Toutefois, l'établissement d'un service local régulier de transport de voyageurs et de marchandises indigènes ou indigènes entre les

Customs duties may not be higher than those levied at the other customs frontiers of the same State on goods of the same description, origin and destination.

ARTICLE 20.

Ports and other places on the international waterway where public loading and discharging is carried out, together with their machinery and equipment, shall be accessible to navigation and utilisable without distinction in respect of flag, country of origin or of destination, nor shall preferential treatment be accorded by the local authorities to any vessel at the expense of any other vessel save in exceptional cases where it is manifest that the exigencies of the moment and the interests of the country demand a modification of the principle. In these cases, the preferential treatment must be accorded so as not to constitute a real hindrance to the unrestricted exercise of navigation nor impair the principle of the equality of flags.

The same authorities shall be responsible that all traffic operations, such as loading, discharging, lightering, warehousing, transhipping, &c., are carried out as easily and rapidly as possible and in such a manner as not in any way to hinder navigation.

Taxes and dues, which shall be reasonable, equally applied to all flags and corresponding in amount to the expenses of construction, maintenance and working of the ports and their equipment, may be levied for the use of ports and places where public loading and discharging is carried out. The scale of taxes and dues shall be published and brought to the notice of those concerned. They shall only be levied when effective use is made of the equipment and machinery in respect of which they have been imposed.

The riparian States shall not hinder navigation companies from establishing on their territories the agencies necessary for the exercise of their business, subject to the observance of the laws and regulations of the country.

ARTICLE 21.

In the event of riparian States deciding to create free ports or free zones in ports where transhipment is necessarily or generally carried out, the regulations relating to the use of these ports or zones shall be communicated to the International Commission.

ARTICLE 22.

On the international waterway of the Danube, the transport of goods and passengers between the ports of separate riparian States as well as between the ports of the same State is unrestricted and open to all flags on a footing of perfect equality.

Nevertheless, a regular local service for passengers or for national or nationalised goods between the ports of one and the same State

ports d'un seul et même État ne pourra être effectué par un pavillon étranger qu'en conformité des règlements nationaux et d'accord avec les autorités de l'État riverain intéressé.

ARTICLE 23.

Le passage en transit des bateaux, radeaux, voyageurs et marchandises est libre sur le réseau internationalisé du Danube, que ce transit s'effectue directement ou après transbordement ou après mise en entrepôt.

Il ne sera perçu aucun droit de douane ou autre droit spécial basé uniquement sur le fait de ce transit.

Lorsque les deux rives de la voie d'eau font partie d'un même État, les marchandises en transit pourront être mises sous scellés, sous cadenas ou sous la garde d'agents des douanes.

L'État transité aura le droit d'exiger du capitaine ou patron une déclaration écrite, faite au besoin sous serment, et affirmant s'il transporte ou non des marchandises dont la circulation est réglementée ou dont l'importation est prohibée par l'État transité. La liste de ces marchandises sera communiquée le plus tôt possible à la Commission internationale à titre d'information.

La production du manifeste ne pourra être exigée par les autorités compétentes de l'État transité si ce n'est dans le cas où le capitaine ou patron est convaincu d'avoir tenté la contrebande ou lorsque les clôtures douanières ont été brisées. Si, dans ces cas, on découvre une différence entre la cargaison et le manifeste, le capitaine ou patron ne peut invoquer la liberté du transit pour mettre soit sa personne, soit la marchandise qu'il a voulu transporter frauduleusement, à l'abri des poursuites dirigées contre lui par les employés de la douane conformément aux lois du pays.

Lorsque la voie d'eau forme frontière entre deux États, les bateaux, radeaux, voyageurs et marchandises en transit seront exempts de toute formalité douanière.

ARTICLE 24.

La Commission internationale élaborera, en s'inspirant des propositions qui lui seront présentées par les États riverains, un règlement de navigation et de police qui, dans la mesure du possible, sera uniforme pour la partie du réseau fluvial placée sous sa compétence.

Chaque État mettra ce règlement en vigueur sur son propre territoire par un acte de législation ou d'administration et sera chargé de son application, sous réserve des pouvoirs de surveillance reconnus à la Commission internationale par les articles 27 à 30.

Pour les parties du fleuve formant frontière, l'exécution du règlement de navigation et de police sera assurée sous les mêmes réserves par accord entre les États riverains et, à défaut d'accord, par chaque État riverain dans les limites de sa souveraineté.

may only be carried out by a vessel under a foreign flag in accordance with the national laws and in agreement with the authorities of the riparian State concerned.

ARTICLE 23.

The passage in transit of vessels, rafts, passengers and goods, whether effected directly or after transshipment or after warehousing, is free on the internationalised waterway of the Danube.

Traffic in transit shall not be subject to customs duties or other special dues based solely on the fact of transit.

When both banks of a waterway belong to the same State, goods in transit may be placed under seal, under lock or under the guard of customs officers.

The State through whose territory the traffic in transit passes shall have the right to require the captain or owner of a vessel to make a written declaration, on oath if necessary, stating whether or not he is carrying goods of which the carriage is subject to regulations or of which the importation is prohibited by the State through whose territory the traffic is in transit. A list of these goods will be communicated as soon as possible to the International Commission.

The authorities of the State through whose territory the traffic is in transit cannot require the production of a ship's manifest unless the captain has been convicted of attempted smuggling or the customs seals or locks have been forced. If, in this event, a discrepancy is discovered between the cargo and the manifest, the captain or owner may not invoke the principle of free transit of goods in order to shelter himself or the goods which he proposed to transport fraudulently from any legal action which, in accordance with the laws of the country, may be directed against him by the customs authorities.

When the waterway forms the frontier between two States, vessels, rafts, passengers and goods in transit shall be exempted from all customs formalities.

ARTICLE 24.

The International Commission shall draw up, on the basis of territory by a legislative or administrative act and shall be police regulations which, as far as possible, shall be uniform for the waterway placed under its authority.

Each State shall bring these regulations into force in its own territory by a legislative or administrative act and shall be responsible for their application under the conditions of control recognised by articles 27 to 30 appertaining to the Commission.

On frontier sections, the application of the regulations shall be assured under the same conditions by agreement between the riparian States or, in default of an agreement, by each riparian State within its own territorial boundaries.

ARTICLE 25.

L'exercice de la police générale sur le réseau fluvial internationalisé appartient aux États riverains, qui en communiquent les règlements à la Commission internationale pour lui permettre de constater que leurs dispositions ne portent pas atteinte à la liberté de la navigation.

ARTICLE 26.

Tous les bâtiments affectés spécialement par les États riverains au service de la police fluviale seront tenus d'arborer à côté de leur pavillon national un insigne distinctif et uniforme. Leurs nom, signalement et numéro seront portés à la connaissance de la Commission internationale.

ARTICLE 27.

En vue de l'accomplissement de la tâche qui lui est confiée par les dispositions du présent statut, la Commission internationale constituera tous les services administratifs, techniques, sanitaires et financiers qu'elle jugera nécessaires. Elle en nommera et rétribuera le personnel et elle en fixera les attributions.

La Commission pourra établir à son siège central, notamment :

(1) Un Secrétariat général permanent, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un État non-riverain représenté à la Commission ;

(2) Un Service technique, dont le chef sera nommé à la majorité statutaire des suffrages s'il appartient à un État non-riverain représenté ou non à la Commission, ou à l'unanimité s'il est ressortissant d'un État riverain du Danube ;

(3) Un Service de la navigation, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un État européen non représenté à la Commission ;

(4) Un Service de la comptabilité générale et du contrôle de la perception des taxes, dont le chef sera choisi parmi les ressortissants d'un État riverain ou d'un État non-riverain, représenté ou non à la Commission.

Ces chefs de service seront assistés par des fonctionnaires choisis, de préférence et autant que possible d'une manière égale, parmi les ressortissants des États riverains. Ce personnel est international ; il est nommé et rétribué par la Commission et ne pourra être révoqué que par elle.

ARTICLE 28.

Chaque État riverain désignera, pour ce qui le concerne, des agents appropriés chargés, dans les limites de ses frontières, de prêter le concours de leur compétence et de leurs bons offices aux agents supérieurs de la Commission internationale et de leur faciliter l'exercice de leur mission.

ARTICLE 25.

The general policing of the international waterway shall be exercised by the riparian States, who will communicate the relevant regulations to the International Commission to enable the latter to satisfy itself that their provisions do not infringe the principle of freedom of navigation.

ARTICLE 26.

All vessels specially employed by riparian States on river police work shall carry, in addition to the national flag, a distinctive and uniform flag. The names, descriptions and numbers of the vessels thus employed shall be communicated to the International Commission.

ARTICLE 27.

To carry out the task which has been confided to it by the terms of the present Convention, the International Commission shall establish such administrative, technical, sanitary and financial services as may be considered necessary. The Commission shall appoint and pay the personnel of these services and define their duties.

The Commission may thus establish at its headquarters :—

1. A permanent Secretariat, of which the departmental chief shall be chosen from among the subjects of a non-riparian State represented on the Commission.
2. A technical department, of which the chief shall be appointed, if he belongs to a non-riparian State, whether represented or not on the Commission, by the statutory majority of its members, or, if he belongs to a riparian State of the Danube, by the unanimous vote of the Commission.
3. A navigation service, of which the departmental chief shall be selected from among the subjects of a European State not represented on the Commission.
4. An accounting and tax-controlling department, of which the chief shall be chosen from among the subjects of a riparian or non-riparian State, whether represented or not on the Commission.

These heads of departments shall be assisted by functionaries, chosen preferably and, equally, as far as possible, from among the subjects of the riparian States. These functionaries are international; they are appointed, paid and may only be dismissed by the Commission.

ARTICLE 28.

Each riparian State shall designate suitable functionaries, whose duties, within the limits of the frontiers of their respective States, shall be to place their services and local experience at the disposal of the higher functionaries of the International Commission and to assist them in the execution of their work.

ARTICLE 29.

Les États riverains donneront aux fonctionnaires de la Commission toutes les facilités nécessaires pour accomplir les actes de leurs fonctions. Ces fonctionnaires, munis du brevet de la Commission constatant leur qualité, auront notamment le droit de circuler librement sur le fleuve et dans les ports et lieux publics de débarquement: les autorités locales de chaque État riverain leur prêteront aide et assistance pour remplir leur mission. Les formalités de police et de douane auxquelles ils auraient à se soumettre seront accomplies à leur égard de manière à ne pas entraver l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 30.

Les fonctionnaires dûment qualifiés de la Commission signaleront toute infraction au règlement de navigation et de police aux autorités locales compétentes, qui sont tenues d'appliquer les sanctions appropriées et de faire connaître à la Commission la suite donnée à la plainte dont elles ont été saisies.

Chaque État riverain désignera à la Commission les juridictions qui seront chargées de connaître, en première instance et en appel, des infractions mentionnées à l'alinéa précédent. Devant ces juridictions, dont le siège devra être aussi voisin du fleuve que possible, le fonctionnaire de la Commission qui a signalé l'infraction sera entendu, s'il y a lieu.

ARTICLE 31.

Dans les actions judiciaires relatives à la navigation du Danube, portées devant un tribunal d'un État riverain, il ne pourra être exigé des étrangers aucune caution *judicatum solvi* à raison de leur nationalité ou à raison du fait qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence dans le pays où est établi le tribunal ou qu'ils n'y possèdent pas de biens.

Le capitaine ou patron ne pourra être empêché de poursuivre son voyage à raison d'une procédure engagée contre lui, dès qu'il aura fourni le cautionnement exigé par le juge pour l'objet du débat.

ARTICLE 32.

A l'effet de maintenir et d'améliorer les conditions de la navigation dans le secteur du Danube compris entre Turnu-Severin et Moldova, dit des Portes-de-Fer et des Cataractes, il sera constitué, de commun accord entre les deux États co-riverains et la Commission internationale, des services techniques et administratifs spéciaux qui auront leur siège central à Orsova, sans préjudice des services auxiliaires qui pourraient être en cas de besoin installés sur d'autres points du secteur. A l'exception des pilotes, qui pourront être choisis parmi les ressortissants de toutes les nations, le personnel de ces services sera fourni et nommé par les deux États co-riverains; il sera dirigé par des chefs de service désignés par les mêmes États et agréés par la Commission internationale.

ARTICLE 29.

Riparian States shall afford the Commission's functionaries all necessary facilities for the accomplishment of their duties. These functionaries, who shall be in possession of a warrant from the Commission setting forth their official position, shall have the right to circulate freely on the river and in the ports and other places where public loading and discharging is carried out; the local authorities in every riparian State shall afford them assistance in the execution of their duties. The police and customs formalities to which they may necessarily be subjected shall be carried out so as not to interfere with their duties.

ARTICLE 30.

The properly qualified functionaries of the Commission shall report every offence against the navigation and police regulations to the competent local authorities, who are required to apply the appropriate punishments and to inform the Commission of the measures taken in respect of the offence of which they were notified.

Each riparian State shall indicate to the Commission the Courts which are appointed to deal in first instance and on appeal with the offences referred to in the preceding paragraph. The Commission's representative who has reported the offence shall, if occasion requires, be heard before these Courts, which should be situated as close to the river as possible.

ARTICLE 31.

In judicial actions relative to navigation on the Danube which may be brought before a Court of a riparian State, special bail (*caution judicatum solvi*) may not be demanded from foreigners either on account of their nationality or owing to their not having a domicile or residence or not possessing effects in the country in which the tribunal is situated.

The captain of a vessel may not be prevented from continuing his voyage on account of an action having been instituted against him once he has furnished the surety required by the judge in respect of the action itself.

ARTICLE 32.

In order to maintain and improve navigable conditions on the section of the Danube between Turnu-Severin and Moldova, known as the Iron Gates and Cataracts, the two riparian States concerned and the International Commission shall by agreement set up special technical and administrative services with central headquarters at Orsova, without prejudice to other auxiliary services which, in case of necessity, may be established at other points of the section. With the exception of the pilots, who may be selected from the subjects of any country, the personnel of these services shall be provided and appointed by the two riparian States; this personnel shall be placed under the direction of heads of services selected by the same States and approved by the International Commission.

autre ville située sur le Danube, en vertu d'un roulement dont elle établira elle-même les modalités.

ARTICLE 37.

La Commission internationale jouit, tant pour ses installations que pour la personne de ses Délégués, des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux agents diplomatiques accrédités.

Elle a le droit d'arborer sur ses bâtiments et sur ses immeubles un pavillon dont elle détermine elle-même la forme et les couleurs.

ARTICLE 38.

La Commission doit être saisie de toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Tout État qui serait en mesure d'invoquer, contre une décision de la Commission internationale, des motifs basés sur l'incompétence ou sur la violation de la présente Convention pourra en saisir, dans un délai de six mois, la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourrait être formée que par l'État ou les États territorialement intéressés.

Dans le cas où un État refuserait de se conformer à une décision prise par la Commission en vertu des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, le différend pourra être porté devant la haute juridiction mentionnée à l'alinéa 2, dans les conditions prévues par le statut de ladite juridiction.

IV.—*Dispositions générales.*

ARTICLE 39.

La Commission internationale du Danube et la Commission européenne du Danube prendront toutes dispositions nécessaires pour assurer, dans la mesure où cela sera possible et utile, l'uniformité du régime du Danube.

Elle échangeront régulièrement à cet effet toutes informations, tous documents, procès-verbaux, études et projets pouvant intéresser l'une et l'autre des deux Commissions. Elles pourront arrêter d'un commun accord certaines règles identiques concernant la navigation et la police du fleuve.

ARTICLE 40.

Les États signataires de la présente Convention s'efforceront d'établir par des conventions séparées des règles uniformes d'ordre civil, commercial, sanitaire et vétérinaire relatives à l'exercice de la navigation et au contrat de transport.

ARTICLE 41.

Tous les traités, conventions, actes et arrangements relatifs au régime des fleuves internationaux en général et au Danube et à ses embouchures en particulier, en vigueur au moment de la signature

ARTICLE 29.

Riparian States shall afford the Commission's functionaries all necessary facilities for the accomplishment of their duties. These functionaries, who shall be in possession of a warrant from the Commission setting forth their official position, shall have the right to circulate freely on the river and in the ports and other places where public loading and discharging is carried out; the local authorities in every riparian State shall afford them assistance in the execution of their duties. The police and customs formalities to which they may necessarily be subjected shall be carried out so as not to interfere with their duties.

ARTICLE 30.

The properly qualified functionaries of the Commission shall report every offence against the navigation and police regulations to the competent local authorities, who are required to apply the appropriate punishments and to inform the Commission of the measures taken in respect of the offence of which they were notified.

Each riparian State shall indicate to the Commission the Courts which are appointed to deal in first instance and on appeal with the offences referred to in the preceding paragraph. The Commission's representative who has reported the offence shall, if occasion requires, be heard before these Courts, which should be situated as close to the river as possible.

ARTICLE 31.

In judicial actions relative to navigation on the Danube which may be brought before a Court of a riparian State, special bail (*caution judicatum solvi*) may not be demanded from foreigners either on account of their nationality or owing to their not having a domicile or residence or not possessing effects in the country in which the tribunal is situated.

The captain of a vessel may not be prevented from continuing his voyage on account of an action having been instituted against him once he has furnished the surety required by the judge in respect of the action itself.

ARTICLE 32.

In order to maintain and improve navigable conditions on the section of the Danube between Turnu-Severin and Moldova, known as the Iron Gates and Cataracts, the two riparian States concerned and the International Commission shall by agreement set up special technical and administrative services with central headquarters at Orsova, without prejudice to other auxiliary services which, in case of necessity, may be established at other points of the section. With the exception of the pilots, who may be selected from the subjects of any country, the personnel of these services shall be provided and appointed by the two riparian States; this personnel shall be placed under the direction of heads of services selected by the same States and approved by the International Commission.

ARTICLE 33.

La Commission décidera, sur la proposition des services prévus à l'article précédent, les mesures utiles à l'entretien et à l'amélioration de la navigabilité et à l'administration du secteur ainsi que les taxes ou éventuellement toutes autres ressources destinées à y faire face, sans qu'il puisse en résulter l'obligation d'un concours financier de la part des Gouvernements représentés.

Elle fixera par un règlement spécial le fonctionnement des services, le mode de perception des taxes et la rétribution du personnel.

Elle mettra à la disposition de ces services les équipements, édifices et installations prévus à l'article 288 du Traité de Trianon.

Lorsque les difficultés naturelles qui ont motivé l'institution de ce régime spécial auront disparu, la Commission pourra en décider la suppression et replacer le secteur sous les dispositions qui régissent, en ce qui concerne les travaux et les taxes, les autres parties du fleuve formant frontière entre deux États.

ARTICLE 34.

La Commission pourra, si elle le juge utile, appliquer un régime administratif analogue aux autres parties du Danube et de son réseau fluvial qui présenteraient pour la navigation les mêmes difficultés naturelles, et le supprimer dans les conditions prévues à l'article précédent.

ARTICLE 35.

La Commission internationale fixe elle-même l'ordre de ses travaux dans un règlement établi en session plénière. Au moment de l'établissement de son budget annuel, elle détermine les ressources nécessaires pour couvrir les frais généraux de son administration. Elle fixe le nombre et le lieu de ses sessions périodiques ordinaires et extraordinaires et constitue un Comité exécutif permanent, composé des Délégués présents au siège ou de leurs suppléants, et chargé de surveiller l'exécution des décisions adoptées en plenum ainsi que la bonne marche des services.

La présidence de la Commission est exercée pour une période de six mois par chaque Délégation, en vertu d'un roulement déterminé suivant l'ordre alphabétique des États représentés.

La Commission ne peut délibérer valablement que lorsque les deux tiers de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE 36.

Le siège légal de la Commission internationale est fixé à Bratislava pour une période de cinq années à dater du jour de la mise en vigueur de la présente Convention.

À l'expiration de cette période, la Commission aura le droit de se transporter pour une nouvelle période quinquennale dans une

ARTICLE 33.

The Commission, on the basis of proposals made by the services referred to in the preceding article, shall decide on the measures which may be usefully undertaken in respect of the upkeep and improvement of the navigable conditions and of the administration of the section, as well as of the dues or other resources required to meet the expenditure involved, subject to the condition, however, that no financial obligation shall be imposed on any of the Governments represented on the Commission.

The Commission shall draw up special regulations to govern the working of these services, the method of collecting the dues and the payment of the personnel.

The Commission shall place at the disposal of these services the equipment, buildings and fixtures referred to in article 288 of the Treaty of Trianon.

When the natural difficulties which have occasioned the institution of these special administrative measures have disappeared, the Commission may decide to abolish them and to place the section under the same administrative system, in respect of works and dues, which obtains on other frontier sections of the waterway.

ARTICLE 34.

The Commission may, if it so decides, apply a similar administrative system to other parts of the waterway which offer the same natural difficulties to navigation, and may likewise abolish that system under the conditions set forth in the preceding article.

ARTICLE 35.

The International Commission determines its own method of procedure by regulations drawn up in plenary session. When establishing the annual budget, the Commission will decide upon the measures to be adopted to meet the general expenses of its administration. The Commission fixes the number of its ordinary and extraordinary sessions and the place where they shall be held, and constitutes a permanent executive committee, composed of the Commissioners or their deputies present at the seat of the Commission, and responsible for carrying out the decisions taken during the plenary session and for the proper conduct of the service.

The presidency of the Commission is held for a period of six months by each delegation in turn in the alphabetical order of the States represented.

The Commission may only validly deliberate when two-thirds of its members are present.

Decisions are taken by a majority vote of two-thirds of the members present.

ARTICLE 36.

The statutory seat of the International Commission shall be at Bratislava for a period of five years from the date of the coming into force of this Convention.

At the expiration of that period, the Commission shall have the right to change its seat, for a further period of five years, to another

autre ville située sur le Danube, en vertu d'un roulement dont elle établira elle-même les modalités.

ARTICLE 37.

La Commission internationale jouit, tant pour ses installations que pour la personne de ses Délégués, des privilèges et immunités reconnus en temps de paix comme en temps de guerre aux agents diplomatiques accrédités.

Elle a le droit d'arborer sur ses bâtiments et sur ses immeubles un pavillon dont elle détermine elle-même la forme et les couleurs.

ARTICLE 38.

La Commission doit être saisie de toute question relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention.

Tout État qui serait en mesure d'invoquer, contre une décision de la Commission internationale, des motifs basés sur l'incompétence ou sur la violation de la présente Convention pourra en saisir, dans un délai de six mois, la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations. Pour tout autre motif, la requête en vue du règlement du différend ne pourrait être formée que par l'État ou les États territorialement intéressés.

Dans le cas où un État refuserait de se conformer à une décision prise par la Commission en vertu des pouvoirs qu'elle tient de la présente Convention, le différend pourra être porté devant la haute juridiction mentionnée à l'alinéa 2, dans les conditions prévues par le statut de ladite juridiction.

IV.—*Dispositions générales.*

ARTICLE 39.

La Commission internationale du Danube et la Commission européenne du Danube prendront toutes dispositions nécessaires pour assurer, dans la mesure où cela sera possible et utile, l'uniformité du régime du Danube.

Elle échangeront régulièrement à cet effet toutes informations, tous documents, procès-verbaux, études et projets pouvant intéresser l'une et l'autre des deux Commissions. Elles pourront arrêter d'un commun accord certaines règles identiques concernant la navigation et la police du fleuve.

ARTICLE 40.

Les États signataires de la présente Convention s'efforceront d'établir par des conventions séparées des règles uniformes d'ordre civil, commercial, sanitaire et vétérinaire relatives à l'exercice de la navigation et au contrat de transport.

ARTICLE 41.

Tous les traités, conventions, actes et arrangements relatifs au régime des fleuves internationaux en général et au Danube et à ses embouchures en particulier, en vigueur au moment de la signature

town situated on the Danube, by virtue of a system of rotation which shall be decided by the Commission.

ARTICLE 37.

The property of the International Commission and the person of the Commissioners are entitled to the privileges and immunities which are accorded in peace and war to accredited diplomatic agents.

The Commission shall have the right to fly on its buildings and vessels a flag, of which it shall itself determine the description and colour.

ARTICLE 38.

All questions relative to the interpretation and application of the present Convention shall be submitted to the Commission.

A State which is prepared to allege that a decision of the International Commission is *ultra vires* or violates the Convention may, within six months, submit the matter to the special jurisdiction set up for that purpose by the League of Nations. A demand for a ruling under the aforesaid conditions, based on any other grounds, may only be preferred by the State or States territorially interested.

When a State neglects to carry out a decision taken by the Commission in virtue of the powers which it holds from the Convention, the dispute may be submitted to the jurisdiction referred to in the preceding paragraph, in the conditions provided for in the rules of the said jurisdiction.

IV.—General Stipulations.

ARTICLE 39.

The International Commission of the Danube and the European Commission of the Danube shall take all measures necessary to ensure, so far as it is possible and advisable, a uniform system of administration for the Danube.

The two Commissions shall, for this purpose, regularly exchange all information, documents, minutes, plans and projects which may interest both. They may by agreement draw up certain identic regulations relative to the navigation and policing of the river.

ARTICLE 40.

The States signatory of the present Convention shall endeavour, by the conclusion of separate conventions, to establish uniform civil, commercial, sanitary and veterinary regulations relative to the exercise of navigation and to shipping contracts.

ARTICLE 41.

All treaties, conventions, acts and agreements relative to international waterways generally and particularly to the Danube and its mouths, which are in force when the present Convention is

de la présente Convention, sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent.

ARTICLE 42.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de sa mise en vigueur, le présent statut pourra être revu si les deux tiers des États signataires en font la demande, en indiquant les dispositions qui leur paraissent susceptibles de révision. Cette demande sera adressée au Gouvernement de la République française, lequel provoquera dans les six mois la réunion d'une Conférence à laquelle tous les États signataires de la présente Convention seront invités à participer.

V.—*Disposition transitoire.*

ARTICLE 43.

Les stipulations de la présente Convention doivent être entendues dans ce sens qu'elles ne portent aucune atteinte aux dispositions des Traités de Paix telles qu'elles résultent des articles 327 (alinéa 3), 332 (alinéa 2), et 378 du Traité de Versailles et des articles correspondants des Traités de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon.

ARTICLE 44.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris dans le plus bref délai possible, et au plus tard avant le 31 mars 1922.*

Elle entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention, rédigée en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

Fait à Paris, le 23 juillet 1921.

(L.S.)	J. BRUNET.
(L.S.)	A. LEGRAND.
(L.S.)	JOHN BALDWIN.
(L.S.)	A. ANDREADES.
(L.S.)	VANNUTELLI REY.
(L.S.)	CONST. CONTZESCO.
(L.S.)	M. G. RISTITCH.
(L.S.)	ING. BOHUSLAV MÜLLER.
(L.S.)	SEELIGER.
(L.S.)	DR. ONDRACZEK.
(L.S.)	GEORGES LAZAROFF.
(L.S.)	E. DE MIKLOS.

* Par Protocole additionnel signé à Paris le 31 mars 1922, ce délai était prorogé jusqu'au 30 juin 1922.

signed, are maintained in all and sundry of their stipulations which are not abrogated or modified by the preceding stipulations.

ARTICLE 42.

At the expiration of five years from the date of its coming into force, the present statute may be revised if two-thirds of the signatory States so request and specify the stipulations which appear to them to require revision. This request shall be addressed to the Government of the French Republic, which will summon, within six months, a Conference in which all the States signatory of the present Convention shall be invited to take part.

V.—*Temporary Stipulation.*

ARTICLE 43.

The provisions of the present Convention shall be interpreted in the sense that they shall not infringe the stipulations of the Treaties of Peace as indicated in articles 327 (paragraph 3), 332 (paragraph 2) and 378 of the Treaty of Versailles and the corresponding articles of the Treaties of Saint-Germain, Neuilly and Trianon.

ARTICLE 44.

The present Convention shall be ratified and the ratifications deposited at Paris as soon as possible, and at latest before the 31st March, 1922.*

The present Convention shall come into operation three months after the deposit of the ratifications.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention, drawn up in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, a certified copy being transmitted to each of the signatory Powers.

Done at Paris, the 23rd July, 1921.

(L.S.)	J. BRUNET.
(L.S.)	A. LEGRAND.
(L.S.)	JOHN BALDWIN.
(L.S.)	A. ANDRÉADES.
(L.S.)	VANNUTELLI REY.
(L.S.)	CONST. CONTZESCO.
(L.S.)	M. G. RISTITCH.
(L.S.)	ING. BOHUSLAV MÜLLER.
(L.S.)	SEELIGER.
(L.S.)	DR. ONDRACZEK.
(L.S.)	GEORGES LAZAROFF.
(L.S.)	E. DE MIKLOS.

* By Additional Protocol signed at Paris dated March 31, 1922, this period was prolonged until June 30, 1922.

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte établissant le Statut définitif du Danube et en vue d'en préciser le sens, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad ARTICLE 2.

En ce qui concerne la partie de la Tisza située entre l'embouchure du Szamos et Tisza-Ujlak, le régime du présent statut y sera appliqué dès que cette partie sera reconnue navigable par la Commission internationale du Danube.

Ad ARTICLE 19.

La disposition du deuxième alinéa de l'article 19 ne met pas obstacle à ce que les États riverains réclament éventuellement le bénéfice des dérogations qui seraient autorisées par la Convention générale prévue à l'article 338 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de Paix.

Ad ARTICLE 22.

(a.) Par le trafic visé à l'alinéa 2 de l'article 22 on doit entendre tout service public de transports de voyageurs et de marchandises organisé par un pavillon étranger entre les ports d'un seul et même État, lorsque cette exploitation s'effectue dans des conditions de régularité, de continuité et d'intensité susceptibles d'influer défavorablement, dans la même mesure que les lignes régulières proprement dites, sur les intérêts nationaux de l'État où elle s'exerce.

(b.) Il est entendu que les dispositions de l'article 22 ne modifient en rien la situation qui résulte actuellement de l'article 332 du Traité de Versailles et des dispositions correspondantes des autres Traités de Paix, en ce qui concerne tant les relations entre les États alliés d'une part, et l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie d'autre part, que les relations de ces derniers États entre eux, pour toute la durée des délais où cette situation sera maintenue en exécution de l'article 378 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

A l'expiration de ces délais, les dispositions de l'article 22 deviendront applicables à tous les États sans exception.

Ad ARTICLE 23.

L'État transité n'a pas le droit de prohiber le transit des marchandises mentionnées au quatrième alinéa de l'article 23, ni celui des personnes et des animaux, sauf dans les cas prévus par les lois sanitaires et vétérinaires du pays transité ou par des conventions internationales relatives à cet objet.

Final Protocol.

At the time of signing the Act establishing the Definitive Statute of the Danube and with a view to making its meaning more precise, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows:—

Ad ARTICLE 2.

The administrative system embodied in the present statute shall be applied to the portion of the Tisza situated between the mouth of the Szamos and Tisza-Ujlak as soon as the International Commission of the Danube decide that that portion is navigable.

Ad ARTICLE 19.

The provisions of the second paragraph of article 19 shall not be understood so as to debar riparian States from eventually claiming the benefit of the exceptional conditions which may be admitted by the General Convention referred to in Article 338 of the Treaty of Versailles and in the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

Ad ARTICLE 22.

(a.) By the traffic referred to in the second paragraph of article 22 shall be understood any public service for the transport of passengers and goods organised under a foreign flag between the ports of one and the same State, when that service is carried on sufficiently regularly, uninterruptedly and in volume sufficient to influence unfavourably, to the same extent as regular lines properly so called, the national interests of the State within which it is carried on.

(b.) It is understood that the provisions of article 22 do not in any way modify the situation which exists by virtue of article 332 of the Treaty of Versailles and the corresponding provisions of the other Treaties of Peace in respect of the relations between the Allied States on the one hand, and Germany, Austria, Bulgaria and Hungary on the other hand, or in respect of the relations of the latter States to each other, for the duration of the periods of time during which that situation shall be continued in execution of article 378 of the Treaty of Versailles and of the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

On the expiration of these periods of time, the provisions of article 22 shall become applicable to all the States without exception.

Ad ARTICLE 23.

The State through which transit takes place shall not have the right to prohibit the transit of the goods referred to in the fourth paragraph of article 23, nor that of persons or animals, except in cases provided for by the sanitary and veterinary laws of the country through which the transit takes place, or by international convention relative to the subject.

Ad ARTICLE 31.

L'Article 31 doit être entendu dans ce sens que les étrangers ne pourront être placés dans une condition plus favorable que celle qui est faite aux nationaux.

Ad ARTICLE 42.

Dans le cas où la suppression de la Commission européenne serait décidée avant l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article 42, les Gouvernements signataires de la présente Convention s'entendront sur les conditions de revision du présent statut.

Ad ARTICLE 44.

L'alinéa 1^{er} de l'article 44 doit être entendu dans ce sens qu'il ne porte aucune atteinte aux stipulations contenues dans l'article 349 du Traité de Versailles et dans les articles correspondants des autres Traités de Paix.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et durée que la Convention à laquelle il se rapporte.

Fait à Paris, le 23 juillet 1921.

J. BRUNET.
A. LEGRAND.
JOHN BALDWIN.
A. ANDREADES.
VANNUTELLI REY.
CONST. CONTZESCO.
M. G. RISTITCH.
ING. BOHUSLAV MÜLLER.

SEELIGER.
DR. ONDRACZEK.
GEORGES LAZAROFF.
E. DE MIKLOS.

Ad ARTICLE 31.

Article 31 shall be understood in the sense that the subjects of foreign countries may not be placed in a more favourable position than the subjects of the country concerned.

Ad ARTICLE 42.

In the event of the abolition of the European Commission being decided on before the expiration of the period of five years referred to in article 42, the Governments signatory of the present Convention shall come to an arrangement in respect of the conditions of revision of the present statute.

Ad ARTICLE 44.

The first paragraph of article 44 shall be understood in the sense that it shall not infringe the stipulations contained in article 349 of the Treaty of Versailles and in the corresponding articles of the other Treaties of Peace.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which shall have the same validity and duration as the Convention to which it refers.

Done at Paris, the 23rd July, 1921.

J. BRUNET.
A. LEGRAND.
JOHN BALDWIN.
A. ANDREADES.
VANNUTELLI REY.
CONST. CONTZESCO.
M. G. RISTITCH.
[NG. BOHUSLAV MÜLLER.

SEELIGER.
DR. ONDRACZEK.
GEORGES LAZAROFF.
E. DE MIKLOS.

[*All ratifications having been deposited before June 30, 1922, the Convention came into force on that date: see footnote on p. 27.*]